

## Document

### «Aucune politique de gauche n'est possible avec l'euro»

(liberation.fr)

**12.07.11**

Grèce, Portugal, demain peut-être l'Italie... La crise des dettes souveraines menace la stabilité de la zone euro et fait la monnaie unique un enjeu de la prochaine élection présidentielle. Libération.fr donne la parole à des économistes partagés sur l'avenir de l'euro.

Premier entretien: un partisan de la sortie de l'euro, **Jacques Nikonoff**, professeur associé à l'Université Paris VIII, porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), ex-président d'Attac et auteur de *Sortons de l'euro!*.

#### **Pourquoi faudrait-il, selon vous, sortir de l'euro?**

Parce qu'aucune politique de gauche n'est possible avec l'euro. Par exemple, sans être responsable du chômage, de la précarité et de la pression sur les salaires, l'euro a aggravé ces phénomènes et empêche de les résoudre. L'euro est surévalué, il est trop cher. Donc il réduit nos exportations, accélère les délocalisations, encourage les importations, fait pression sur les salaires. De plus, il a été conçu comme une monnaie de réserve concurrente du dollar pour attirer les capitaux; la BCE a donc mené une politique de taux d'intérêt élevés qui a dissuadé l'emprunt et bloqué la croissance.

Enfin, la monnaie unique entraîne une politique monétaire unique pour des pays aux situations économiques très différentes: certains ont besoin de taux d'intérêt forts, d'autres faibles. Des pays comme l'Allemagne ont des conceptions monétaires héritées de leur histoire, qui interdisent aux banques centrales de prêter à l'État.

#### **Quel serait le scénario d'une sortie de l'euro?**

D'abord, il faut la victoire électorale d'un rassemblement qui comprenne que la sortie de l'euro est la condition pour résoudre le problème de l'emploi, des salaires et de la protection sociale. Le soir même de son élection, le nouveau président de la République devra annoncer qu'il convoquera un référendum le jour des législatives. Il posera la question: «Acceptez-vous que la France se retire de l'Union européenne, conformément à l'article 49A du Traité de Lisbonne?». Avec pour conséquence la sortie de l'euro et la suppression du titre 15 de notre Constitution qui a intégré le traité de Lisbonne malgré le résultat négatif du référendum de 2005 !

#### **Ensuite?**

Ensuite les choses vont très vite: le nouveau président annonce la réquisition de la Banque de France, des banques et des compagnies d'assurance, le contrôle des mouvements de capitaux et des changes, la dévaluation du franc qui devient non convertible, l'annulation des plans d'austérité, la hausse du SMIC et des allocations chômage, l'échelle mobile des salaires et des prix, la fermeture provisoire de la Bourse et celle, définitive, du marché obligataire. Pour financer l'Etat, il impose aux

banques et aux compagnies d'assurance l'achat régulier de bons du Trésor, et à la Banque de France de lui prêter sans intérêt.

### **C'est Noël...**

C'est la solution! A la Libération, comment finance-t-on la reconstruction? Par la création monétaire qui permet de redémarrer très vite l'activité économique. Ce n'est pas de la magie, c'est de l'histoire économique.

### **Pourquoi ne pas plaider d'abord pour une réforme de la gouvernance de l'euro, qui permette aux Etats de décider eux-mêmes de la politique à suivre?**

C'est impossible. La Banque centrale européenne est indépendante, elle ne peut pas être gérée par les États. De plus, les traités disent que la concurrence doit être libre et non faussée. Or, une politique économique implique justement de changer les conditions de la concurrence. Enfin, il faudrait l'accord unanime des 27 pays membres pour changer le traité de Lisbonne, ce qui n'est pas envisageable à court terme.

### **Les partisans de l'euro prédisent une explosion de la dette en cas de sortie. Que répondez-vous?**

Partout, il faut faire défaut sur la dette, c'est à dire arrêter de rembourser les spéculateurs. La dette vient des politiques néolibérales qui ont encouragé la spéculation. A partir de 1973, une loi a interdit à la Banque de France de prêter à l'Etat sans intérêts. C'est à partir de cette époque que la dette a commencé à s'accumuler. Dubaï il y a deux ans, l'Argentine en 2002, ont fait défaut sur leur dette, avec succès. C'est un non-problème.

### **La dévaluation du franc nouveau n'aboutirait-elle pas à une guerre des dévaluations en Europe?**

Ce n'est pas un argument sérieux, car si les autres pays restent dans l'euro, ils ne pourront dévaluer! En France, il y a eu dix-sept dévaluations au XXe siècle. Certaines ont réussi, d'autres non. La démarche que je propose n'est pas agressive. Au contraire, la France devra négocier des accords bilatéraux sur la base de la Charte de la Havane, conçue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui préconise un commerce fondé sur l'équilibre de la balance des paiements. En sortira un nouvel ordre commercial qui rejette le libre-échange et favorise la coopération. Les pays qui ne signeront pas ces accords visant à la construction de ce nouvel internationalisme se verront exposés, c'est vrai, à des mesures protectionnistes.

### **Si le nouveau franc est dévalué, il faudra payer beaucoup plus cher pour certains produits importés, comme le pétrole?**

C'est un sujet tout à fait réel, d'autant que les importations d'énergie représentent les deux tiers du déficit français. Il faudra mettre en place un fonds de stabilisation des prix du pétrole. Nous sommes actuellement obligés d'avoir quatre-vingt-dix jours de réserves stratégiques. Portons ce stock à un an. Pour l'alimenter, pourquoi ne pas explorer des partenariats avec un producteur comme le Venezuela, avec qui on pourrait payer en échange de services et non de dollars, par exemple? Par ailleurs la taxe sur les produits pétroliers (TIPP) doit être ajustable pour lisser les prix à la pompe.

### **Quelle différences entre ce plan et celui que propose le Front national?**

Elles sont très simples: pour le FN, la sortie de l'euro est un but en soi à vocation de racolage électoral sans aucune chance de succès, alors que pour moi il ne s'agit que d'un moyen de résoudre les problèmes du pays. Ensuite, cette sortie doit s'inscrire dans une visée universaliste, pas nationaliste, pour aller vers un nouvel ordre commercial international fondé sur la solidarité et la coopération et non sur la confrontation. La sortie «groupée» de l'euro proposée par le FN est illusoire, car les pays qui sortiront le feront chacun à leur rythme. Enfin, Marine Le Pen propose de négocier pendant six à huit mois: pendant ce temps, la France sera livrée au pillage des marchés financiers.

**Il semble peu probable que le vainqueur de 2012 soit un anti-euro...**

On ne sortira pas de l'euro en 2012 sous cette forme. Mais il est clair que tout ceci va exploser. On ne sait juste pas quand, ni comment.